

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques chroniques, éoliens, sites et sols pollués
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 15 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DERICHEBOURG-REFINAL INDUSTRIES SA

7 rue Auguste Lambiotte
58700 Prémery

Références : 240166
Code AIOT : 0025100073

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2024 dans l'établissement DERICHEBOURG-REFINAL INDUSTRIES SA, implanté Rue Auguste Lambiotte - 58700 Prémery. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DERICHEBOURG-REFINAL INDUSTRIES SA
- Rue Auguste Lambiotte - 58700 Prémery
- Code AIOT : 0025100073
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DERICHEBOURG emploie 18 personnes. Elle est spécialisée dans l'affinage d'aluminium et le recyclage de fluide frigorigène.

Thèmes de l'inspection :

- Air ;
- Bruits et vibrations ;
- Risque incendie ;
- Sécurité/sûreté.
- Eaux de surfaces.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite a fait apparaître que le site est globalement sale. Les voies de circulations sont chargées de poussières de fonderie.

- Les trappes de désenfumages ne fonctionnaient pas. Le dispositif de fonctionnement de

l'ensemble des trappes est coupé. Il a même été observé des trappes ouvertes. L'exploitant doit remettre en état de fonctionnement l'ensemble du dispositif ;

- les toitures sont en très mauvais état : impacts de grêle, nombreuses trappes de désenfumage cassées, plaques d'isolant qui pendent, prêtes à se décrocher ;
- le collecteur d'eaux pluviales de ruissellement situé vers le portail secondaire (non utilisé au quotidien) est complètement obstrué. Des grilles sont cassées ou absentes et remplacées par des tôles pour le passage des véhicules. L'eau stagne et ne s'évacue plus du tout, le collecteur est inefficace ;
- il a été constaté également que les grilles d'évacuation des eaux de ruissellement étaient cassées et bouchées, l'eau ne pouvant circuler ;
- de même, le bassin de rétention est très chargé (boues, sables, résidus de fonderie ...), totalement plein de boues. Une vidange est en cours selon l'exploitant ;
- il a été constaté également que l'établissement n'était pas clôturé sur sa totalité.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 09/09/2021, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
2	Valeurs limites des émissions à l'atmosphère	AP Complémentaire du 09/09/2021, article 7.2	Demande d'action corrective	8 mois
6	Accès, surveillance	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 36	Demande d'action corrective	2 mois
7	Contrôles	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 40	Demande d'action corrective	2 mois
8	Moyens matériels	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 39.4.1	Demande d'action corrective	12 mois
9	Réseaux de rejets	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 14.2.c	Demande d'action corrective	1 mois
10	Installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 14.5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Fréquence des	AP Complémentaire du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	contrôles des rejets atmosphériques	09/09/2021, article 7.3	
4	Niveaux acoustiques admissibles	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 26.2	Sans objet
5	Contrôles périodiques	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 26.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit:

- remettre en état de fonctionnement les trappes de désenfumage ;
- réparer ou remplacer les plaques cassées, retirer l'isolant qui risque de tomber sur le personnel ou les installations ;
- procéder à un nettoyage du site par balayage et évacuation et mettre en place une fréquence de nettoyage plus stricte qu'actuellement afin de maintenir le site en bon état de propreté, conformément à l'article 6.3 l'arrêté du 01/08/2005 ;
- procéder à la remise en état du collecteur d'eaux pluviales de ruissellement, s'assurer du curage et nettoyage des réseaux concernés, s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble en vérifiant que les eaux soient bien amenées vers le bassin de rétention ;
- terminer le nettoyage du bassin de rétention et procéder à une analyse des rejets après que l'ensemble des opérations ;
- clôturer l'établissement dans sa totalité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/09/2021, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
<p>Prescription contrôlée : AUTORISATION 3250-3a - Fusion d'autres métaux non ferreux => 250 t/j</p> <p>Affinage de l'aluminium de seconde fusion et fabrication de lingots Capacité maximale totale de 250 tonnes/jour Affinage de l'aluminium de seconde fusion et fabrication de lingots (capacité maximale de production = 250t/j) :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 2 fours rotatifs DROSS 500 de 2 000 kW unitaire, oxygaz (capacité nominale = 13 t unitaire, environ 5 m³). – 1 four rotatif DROSS 300 de 1 500 kW unitaire, oxygaz (capacité nominale = 7,8 t unitaire, environ 3 m³). – 2 fours de maintien au gaz naturel de 2 500 kw unitaire (capacité nominale : 25 tonnes, environ 10 m³). – 4 brûleurs gaz de 500 kW unitaires au niveau de l'aire de réchauffage des poches d'aluminium liquide. – 10 brûleurs gaz de 75 kW unitaire pour le maintien en température de l'aluminium au niveau de

la chaîne de lingotage.

Puissance thermique des installations :13 250 kW.

ENREGISTREMENT

2713-1 - Métaux et déchets de métaux (transit) => 10 000 m²

Aire extérieure de stockages couverts de déchets vrac à base d'aluminium (ferrailles, carters, plaques métalliques).

Surface de cette aire imperméabilisée : 10 000 m² (hors aires de circulation).

Locaux intérieurs de stockage de déchets contenant de l'aluminium :

- Local crasses, environ 600 m²
- Local divers, environ 600 m².

Zone de stockage en partie arrière des fours (environ 800 m²).

Stockage de matières au niveau de l'ancien local à séchoir à copeaux (environ 300 m²).

Ancienne tuilerie (stockage de scories et laitiers de fours), environ 1 000 m².

Superficie globale des aires destinées au stockage et à la récupération des déchets : environ 13 300 m².

DÉCLARATION

4725-2 - Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) => 60 t

Stockage d'oxygène liquéfié dans une cuve aérienne d'une capacité de 50 000 litres (environ 56,82 t) pour alimentation des fours de fusion et maintien oxy-gaz.

Atelier maintenance : 5 bouteilles de 10.3 m³ pour les opérations de soudage (poste oxy-acétylène, environ 86 kg).

Quantité maximale stockée sur le site = 59,906 tonnes

Constats :

L'établissement est soumis à :

AUTORISATION

3250-3a - Fusion d'autres métaux non ferreux => 1 000 t/mois ;

Affinage de l'aluminium de seconde fusion et fabrication de lingots ;

Capacité maximale totale de 250 tonnes/jour ;

Affinage de l'aluminium de seconde fusion et fabrication de lingots (capacité maximale de production = 250t/j) :

- 2 fours rotatifs DROSS 500 de 2 000 kW unitaire, oxy-gaz (capacité nominale = 13 t unitaire, environ 5 m³).
- 1 four rotatif DROSS 300 de 1 500 kW unitaire, oxy-gaz (capacité nominale = 7,8 t unitaire, environ 3 m³).
- 2 fours de maintien au gaz naturel de 2 500 kW unitaire (capacité nominale : 25 tonnes, environ 10 m³).
- 4 brûleurs gaz de 500 kW unitaires au niveau de l'aire de réchauffage des poches d'aluminium liquide.
- 10 brûleurs gaz de 75 kW unitaire pour le maintien en température de l'aluminium au niveau de la chaîne de lingotage.

ENREGISTREMENT

2713-1 - Métaux et déchets de métaux (transit) => 10 000 m²

Aire extérieure de stockages couverts de déchets vrac à base d'aluminium (ferrailles, carters, plaques métalliques).

Surface de cette aire imperméabilisée : 10 000 m² (hors aires de circulation)

Locaux intérieurs de stockage de déchets contenant de l'aluminium :

- local crasses, environ 600 m² ;
- local divers, environ 600 m².

Zone de Stockage en partie arrière des fours (environ 800 m²).

Stockage de matières au niveau de l'ancien local à séchoir à copeaux (environ 300 m²).

Ancienne tuilerie (stockage de scories et laitiers de fours), environ 1 000 m².

Superficie globale des aires destinées au stockage et à la récupération des déchets : environ 13 300 m².

DÉCLARATION AVEC CONTRÔLE PÉRIODIQUE

2910 - Combustion

Puissance thermique des installations : 13 250 kW.

DÉCLARATION

4725-2 - Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) => 60 t.

Stockage d'oxygène liquéfié dans une cuve aérienne d'une capacité de 50 000 litres (environ 56,82 t) pour alimentation des fours de fusion et maintien oxy-gaz.

Atelier maintenance :

5 bouteilles de 10.3 m³ pour les opérations de soudage (poste oxy-acétylène, environ 86 kg).

Quantité maximale stockée sur le site = 59,906 tonnes.

L'exploitant doit faire sa déclaration GIDAF pour 2023 et 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Valeurs limites des émissions à l'atmosphère

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/09/2021, article 7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des émissions à l'atmosphère
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Affinage (sortie cheminée).</p> <ul style="list-style-type: none"> - CO. * concentration => 50 mg/Nm³. * Flux => 5 Kg/h. - NOx (exprimé en NO₂). * concentration => 200 mg/Nm³. * Flux => 20 Kg/h. - SO₂. * concentration => 50 mg/Nm³. * Flux => 5 Kg/h. - Dioxines et furannes. * concentration => 0,1 ng I-TEQ/Nm³ 350 mg/Nm³. * Flux => 25 microg/h. - COV totaux. * concentration => 15 mg/Nm³. * Flux => 0,5 kg/h. - Chlorures gazeux, exprimés en Hcl. * concentration => 10 mg/Nm³. * Flux => 0,33 kg/h. - Fluorures gazeux, exprimés en HF. * concentration => 1 mg/Nm³. * Flux => 0,1 kg/h. - Poussières. - Hg (concentration 0,05 mg/Nm³ et flux 0,5 g/h. Cd, Hg, Tl (et leurs composés (concentration Cd + Hg + Tl = 0,1 mg/Nm³ et 0,3 g/h en Hg – 0,09 g/h en Cd. - Pb. * concentration => 0,005 mg/Nm³. * Flux => 0,5 g/h. - Al. * concentration => 0,05 mg/Nm³. * Flux => 5 g/h. - As + Se + Te . * concentration => 0,05 mg/Nm³. * Flux => 5 g/h. - Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn+Pb (métaux totaux). * concentration => 0,05 mg/Nm³. * Flux => 0,3 g/h en Mn.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les rapports de contrôle des rejets polluants à l'atmosphère de 2022 (29/04/22, 17/06/22, 16/09/22, 08/11/22) et 2023 (17/04/23, 21/07/23, 11/10/23, 04/01/2024).</p> <p>Les valeurs issues des rapports 2023 montrent des résultats non conformes :</p>

* Teneur et flux COVt (4 mesures de flux, 2 mesures de teneurs sur 4) .

- Teneurs (x2) = 25,5 / 23 mg/Nm³ au lieu de 15 mg/Nm³.

- Flux (x4) = 1,91 / 1,79 / 0,94 / 1,21 Kg/h au lieu de 0,5 kg/h .

* Teneur et flux de poussière.

- Flux (x4) = 0,138 / 0,64 / 0,312 / 0,66 Kg/h au lieu de 0,1 Kg/h.

- Teneurs (x2) = 9,62 / 8,7 mg/Nm³ au lieu 5 mg/Nm³.

* Cd flux.

- Flux (x4) = 0,00513 + 0,0114 + 0,046 + 0,014955 au lieu de 0,00009 kg/h .

* Pb teneur (3 mesures sur 4) et flux (3 mesures sur 4).

- Teneur (x3) = 0,013 + 0,0081 + 0,017 mg/Nm³ au lieu de 0,005 mg/Nm³.

- Flux (x3) = 0,00088 + 0,00063 + 0,0013 kg/h au lieu de 0,0005 kg/h.

* Mn flux.

- Flux (x4) = 0,0066 + 0,0015 + 0,0073 + 0,00054 kg/h au lieu de 0,003 kg/h.

* Al teneur et flux toujours.

- Teneur (x3) = 1,2 + 0,516 + 1,222 au lieu de 0,5 mg/Nm³.

- Flux (x4) = 0,021 + 0,086 + 0,04 + 0,094 kg/h au lieu de 0,005 kg/h.

* Somme: Cd * + Hg * + Tl *.

- Teneur (x3) = 0,144 / 0,66 / 0,178 mg/Nm³ au lieu de 0,1 mg/Nm³.

- flux (x4) = 0,00513 / 0,0114 / 0,046 / 0,01 kg/h au lieu de 0,005 kg/h.

* Somme: Pb * + Sb * + Cr * + Co * + Cu * + Sn + Mn * + Ni * + V * + Zn.

- Teneur (x4) = 0,428 / 0,193 / 0,37 / 0,092 mg/Nm³ au lieu de 0,05 mg/Nm³).

- flux (x4) = 0,03249 / 0,015143 / 0,025 / 0,0076 kg/h au lieu de 0,05 kg/h.

L'exploitant est conscient des valeurs non-conformes. Il a fait appel à la société GINGER. Un porter-à-connaissance est en cours depuis le mois de juin 2023 car les valeurs dépassent systématiquement les seuils réglementaires.

L'exploitant transmettra ce dossier dans le premier semestre 2024.

L'exploitant évoque également un filtre qui se colmate, ce qui augmente les rejets. Il a mis en œuvre un calorifugeage et un traçage afin d'éviter la condensation et améliorer les taux de rejets.

L'exploitant doit adresser à l'inspection les résultats des mesures suite aux travaux réalisés. Il doit réaliser des mesures de rejets des émissions à l'atmosphère à l'issue des travaux pour s'assurer de la conformité des résultats.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 8 mois

N° 3 : Fréquence des contrôles des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/09/2021, article 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence des contrôles des rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dispositif de traitement des dioxines.</p> <p>* Débit des réactifs injectés => PERMANENTE ET CONTINU.</p> <p>Filtre à manche.</p> <p>* Pressostat (mesure de la perte de charge) => PERMANENTE ET CONTINU.</p> <p>Rejet général (cheminée).</p> <p>* Débit => PERMANENTE ET CONTINU.</p> <p>* T°C => PERMANENTE ET CONTINU.</p> <p>* Poussières => PERMANENTE ET CONTINU.</p> <p>* Pressostat => PERMANENTE ET CONTINU.</p> <p>* HF => TRIMESTRIELLE.</p> <p>* Hcl => TRIMESTRIELLE.</p> <p>* COVT => TRIMESTRIELLE.</p> <p>* SO2 => TRIMESTRIELLE.</p> <p>* Nox (exprimé en NO2) => TRIMESTRIELLE.</p> <p>* CO => TRIMESTRIELLE.</p> <p>* O2 => TRIMESTRIELLE.</p> <p>* Dioxines et furannes => TRIMESTRIELLE.</p> <p>* Hg => TRIMESTRIELLE.</p> <p>* Cd, Hg, Tl et leurs composés => TRIMESTRIELLE.</p> <p>* As, Se, Te et leurs composés => TRIMESTRIELLE.</p> <p>* Pb, Al => TRIMESTRIELLE.</p> <p>* Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, V, Zn => TRIMESTRIELLE.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les rapports de contrôle des rejets polluants à l'atmosphère de 2022 et 2023.</p> <p>En 2022, les rapports du 29/04/22, 17/06/22, 16/09/22 et 08/11/22.</p> <p>En 2023, les rapports du 17/04/23, 21/07/23, 11/10/2023 et 04/01/2024.</p> <p>La fréquence est respectée.</p> <p>Pour les données en continu (débit, T°C, poussières et pressions), dont les mesures doivent être permanentes et continues, l'exploitant indique que les mesures sont réalisées par des sondes et sont enregistrées sur l'automate. Le pilote a accès à ces valeurs sur le pupitre.</p> <p>Les données sont enregistrées sur l'automate. Le système de gestion PREVISOFIT stocke les informations. Toutefois, ces données ne sont pas exploitées.</p> <p>Lors de la survenue d'un problème lié à un paramètre, l'installation se coupe automatiquement. Les informations sont transmises au responsable QSE et un plan d'action est systématiquement adressé.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mieux exploiter les données.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Niveaux acoustiques admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 26.2				
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux acoustiques admissibles				
Prescription contrôlée : Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de l'établissement, installations en fonctionnement, sont fixés comme suit:				
Zones concernées (se référer au plan annexé)	De 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés		De 22 h à 7 h ainsi que dimanches et jours fériés	
	Niveau limite en dB(A)	Émergence en dB(A)	Niveau limite en dB(A)	Émergence en dB(A)
1	65		60	
2	65		60	
3	65		60	
4		5		4
5		5		4
Constats : L'exploitant a transmis le rapport de mesures de bruit du 05/09/2021. Les résultats sont conformes.				
Type de suites proposées : Sans suite				

N° 5 : Contrôles périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 26.3				
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles périodiques				
Prescription contrôlée : L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation, et au minimum tous les 3 ans, une mesure d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié, choisi après accord de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, doivent être réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement normal des installations, aux emplacements suivants: <ul style="list-style-type: none"> * Point 1: limite EST de propriété. * Point 2: limite NORD de propriété. * Point 3: limite NORD-ouest de propriété. * Point 4: limite SUD-ouest de propriété et en ZER : maison d'habitation située sur les parcelles 470 et 471. * Point 5: en ZER: maison d'habitation de Monsieur MARIO. 				
Constats : L'exploitant a transmis le rapport de mesures de bruit du 05/09/2021. Les résultats sont conformes. Un contrôle inopiné a eu lieu le 04/10/2022 suite à une plainte. Les résultats sont conformes. Depuis, aucune autre plainte n'a été reçue.				
L'exploitant doit réaliser une prochaine campagne de mesures dans 3 ans, à savoir en 2025.				
Type de suites proposées : Sans suite				

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 36
Thème(s) : Risques accidentels, Accès, surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit être clôturé sur la totalité de sa périphérie sur une hauteur minimum de 2 mètres.</p> <p>Un gardiennage doit être assuré en permanence. En dehors des périodes d'activités, des rondes de surveillance doivent être organisées. L'exploitant doit établir une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le gardien.</p> <p>Le personnel de gardiennage doit être sensibilisé sur les risques encourus, et doit recevoir si nécessaire une formation particulière.</p> <p>Il doit être équipé de moyens de communication pour diffuser l'alerte.</p> <p>Le responsable de l'établissement doit prendre les dispositions nécessaires pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité, puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux y compris durant les périodes de gardiennage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un système de vidéo surveillance fonctionne 24 h/24. Une alarme périmétrique est reliée à la société GIP. Des capteurs volumétriques sont mis en place. Lors de la survenue d'un problème, le responsable du site est systématiquement averti et se rend sur place.</p> <p>Le plan de continuité de l'activité intègre ce dispositif.</p> <p>Toutefois, en effectuant la visite sur site, il a été constaté que l'établissement n'était pas clôturé sur la totalité de sa périphérie, derrière l'établissement, coté rivière « la Nièvre d'Arzemouy »</p> <p>L'inspection demande que le site soit clôturé avec une clôture d'une hauteur minimum de 2 mètres. Il demande que la facture lui soit adressée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 40
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un contrôle, par un organisme indépendant, de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques doit être effectué au moins une fois par an. Les constats ainsi réalisés doivent être analysés et traités de façon formalisée, les documents correspondants doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les extincteurs, les poteaux incendie, le pont roulant et les palans doivent être vérifiés chaque année par un organisme compétent. L'indication doit en être portée sur chaque appareil. Les centrales d'alarme et les autres équipements de lutte contre l'incendie sont vérifiés chaque année par des personnes compétentes. Les constats ainsi réalisés doivent être analysés et traités de façon formalisée, les documents correspondants doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les extincteurs ont été vérifiés en 2023. L'exploitant a transmis le compte-rendu de vérification des 22 et 23/03/23. Ceux-ci sont conformes.</p> <p>L'exploitant a adressé les attestations Q18, les rapports de vérifications périodiques ainsi que le rapport Q19 du 25/09/23. Celui-ci met en évidence une non-conformité de priorité 1 « Bâtiment filtre – intersectionneur fusible ».</p> <p>L'exploitant devra résoudre ce problème et s'assurer de la levée de la non-conformité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Moyens matériels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 39.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Trappes de désenfumage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux non ouverts à l'air libre doivent être équipés de dispositifs d'évacuation des fumées en cas d'incendie. Les surfaces utiles d'évacuation de chaque local doivent être d'au moins 1 % de la surface au sol du local avec un minimum de 1 m². Les dispositifs d'ouverture doivent être facilement manœuvrables depuis une issue.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les toitures sont en très mauvais état : impacts de grêle, nombreuses trappes à fumée cassées, plaques d'isolant qui pendent, prêtes à se décrocher.</p> <p>Les trappes de désenfumages ne fonctionnaient pas. Le dispositif de fonctionnement de l'ensemble des trappes est coupé. Il a même été observé des trappes ouvertes. L'exploitant doit remettre en état de fonctionnement l'ensemble du dispositif.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de se mettre en conformité vis-à-vis des trappes à fumées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 9 : Réseaux de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 14.2.c
Thème(s) : Risques chroniques, Réseaux de rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents doivent être collectés puis évacués, suivant leur nature et le mode de traitement à leur appliquer, par un réseau séparatif.</p> <p>À cet effet, doivent être distinguées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les eaux usées d'origine domestique dont les eaux vannes, désignées ED, • les eaux pluviales non susceptibles d'être souillées, désignées EP1, • les eaux pluviales susceptibles d'être souillées, désignées EP2, • les eaux collectées dans les cuvettes de rétention et bassins de confinement, désignées EC, • les eaux résiduaires d'autre origine provenant notamment des procédés, des lavages des sols et des machines, les eaux pluviales polluées même accidentellement, etc, désignées EU. Ces effluents transitent nécessairement en canalisations fermées.
<p>Constats :</p> <p>Le collecteur d'eaux pluviales de ruissellement, situé vers le portail secondaire (non utilisé au quotidien), est complètement obstrué. Des grilles sont cassées ou absentes et remplacées par des tôles pour le passage des véhicules. L'eau stagne et ne s'évacue plus du tout, le collecteur est inefficace.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de procéder à la remise en état du collecteur d'eaux pluviales de ruissellement, de s'assurer du curage et nettoyage des réseaux concernés, de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble en vérifiant que les eaux soient bien amenées vers le bassin de rétention.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 14.5
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de traitement
Prescription contrôlée : Les installations de traitement doivent être conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Les installations de traitement doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en obturant le rejet.
Constats : Le bassin de rétention est très chargé (boues, sables, résidus de fonderie...), une vidange est en cours selon l'exploitant mais le prestataire n'est pas sur les lieux lors de l'inspection. L'inspection demande à l'exploitant de terminer le nettoyage du bassin de rétention et de procéder à une analyse des rejets après que l'ensemble des opérations de remise en état des collecteurs d'eaux pluviales de ruissellement soient réalisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois